

Conseil d'Administration

Mercredi 11 mars 2026

Réunion de 09h30 à 12h30

Au Club TP, 90 avenue des Champs Elysées, Paris, 8^{ème}

Compte-rendu

En présentiel :

Christophe DINGREVILLE (UIE), Sandra ANDREU (Synteau), Arnaud BARDIN (ITEA), Xavier BAYLE (SIET), Frank BOURGOIS (IFEP), Philippe CARRIO (Synteau), François DUMEZ (ITEA), Arthur LECA (GCEE), Fabrice LETENEUR (Syprodeau), Luc MANRY (ITSEP), José MORILLEAU (GCEE), Jean-Luc SALAUN (Synteau), Arnaud TREGUER (ITEA), Damien VERHEE (ITEA), Florent BOULIER (UIE), Anne DUJARDIN (UIE), Hajar EL RHAZOUANI (UIE), Marion Le GOFFIC (UIE)

Excusés :

Philippe BOUCLET (Synteau), Jean-Michel CHAUWIN (Syprodeau), Thomas CONTENTIN (AFREG), David GAUTIER (Syprodeau), Christophe RUMEAU (SNECOREP), Gérald SANCIER (SFEG), Romain TARDIVEL (Syprodeau)

Les administrateurs accueillent de nouveaux représentants : Arnaud BARDIN (ITEA), Xavier BAYLE (nouveau Président du SIET) et José MORILLEAU (GCEE)

1. Approbation du compte-rendu, CA UIE du 5 décembre 2025

Le compte-rendu du 5 décembre 2025 est approuvé à l'unanimité des présents.

2. Sujets financiers

Comptes 2025

Les comptes sont désormais clôturés et le résultat 2025 est largement positif. L'écart avec le budget (+14 k€ environ) s'explique par une reprise sur provision (+9,5 k€), la subvention de fonctionnement FNTP un peu plus élevée que budgétée (+1,4 k€) et des taxes moins importantes que prévues (+3 k€).

Principales charges :

- Salaires et charges sociales : 332 368 €
- Organisation des réunions : 20 403 €
- Diffusion de l'Eau Magazine : 11 353 €

Principaux produits :

- Cotisations 2025 : 301 920 €
- Subventions FNTP (fonctionnement et projets) : 105 400 €
- Eau Magazine : 32 000€

Le résultat pour l'année 2025 est de +17 007 €.

Subventions de projet FNTP

La FNTP nous a fait part de l'attribution des subventions de projets pour l'année 2026 :

- ❖ Pour l'organisation d'un événement à l'automne autour du financement dans le domaine de l'eau : **12 k€ demandés / 6 k€ attribués (dans une limite de 20% du coût du projet)**
- ❖ Pour le deuxième volet du logiciel de dimensionnement pour les eaux pluviales, par ITSEP : **12 k€ demandés / 12 k€ attribués**

Les demandes pour l'enquête économique UIE et pour la campagne d'essais de lixiviation sur les bétons (demande GCEE) n'ont pas reçu de financement à ce stade.

Concernant les vidéos métiers UIE et Synteau, la demande a été réorientée vers l'appel à projets TP d'Avenir (dont la commission est prévue en avril).

L'enveloppe globale est très largement en baisse, même si certains projets ont été réorientés et pourrait être financés par un autre biais. Le constat est le même pour les autres syndicats de spécialité et les fédérations régionales. Un échange est prévu entre le Président de l'UIE et le Président de la FNTP pour en discuter.

Note post-réunion : la demande du GCEE pourra finalement être traitée dans le cadre de la commission matériaux de la FNTP.

3. Vie de la fédération

Filière française de l'eau

Une Assemblée générale extraordinaire s'est tenue le 14 janvier, afin de valider la modification des statuts de l'association. Le mandat du Président, qui est actuellement Christophe DINGREVILLE, a ainsi été étendu de 1 à 3 ans pour laisser davantage de possibilité de mettre en place des actions.

Pour rappel, les autres membres du Bureau sont :

- Aurélie COLAS (FP2E), Vice-Présidente / Secrétaire
- Christophe LONGEPIERRE (Syntec Ingénierie), Vice-Président / Trésorier
- Patrick FAISQUES (CSF-Eau), Vice-Président / délégué au CSF Eau

Il a également été acté la mise en place d'un groupe de travail « communication », avec une première priorité qui est de réfléchir à des actions communes sur les sujets attractivité/métiers. Les deux représentants pour l'UIE sont :

- Philippe CARRIO (Président du Synteau)
- Anne DUJARDIN (responsable communication de l'UIE)

Assemblée générale UIE

La date et le lieu de l'AG ont été validés en réunion de Bureau et le choix s'est porté sur Valence (Drôme) les 2 et 3 juillet.

Une visite de site est prévue le 2 juillet après-midi : sous réserve de confirmation, il s'agirait de la station d'épuration de Valence qui est intéressante dans la perspective des nouvelles exigences de la DERU2 (approche territoriale pour la méthanisation des boues).

L'AG sera également l'occasion d'essayer de rencontrer des élus locaux, par exemple : le maire de Valence, le Président du département de l'Ardèche, le Vice-Président en charge de l'eau...

Note post-réunion : la visite de la station d'épuration est bien confirmée le 2 juillet après-midi

Création de l'AFREG

Le lancement du nouveau syndicat a été réalisé à l'occasion du Carrefour de l'Eau à Rennes, en présence des 6 membres fondateurs.

Le démarrage est une réussite et a déjà attiré un nouveau membre (la société SFA) et des discussions avec plusieurs prospects intéressés. La communication autour de la création du syndicat a provoqué plusieurs retombées dans la presse spécialisée : Actu Environnement, Environnement Magazine, L'Eau, l'industrie, les nuisances.

Cette première année sera consacrée avant tout à des actions de communication pour promouvoir la pratique du recyclage des eaux grises : plaquette pédagogique, site internet... Mais aussi à positionner l'AFREG dans son écosystème institutionnel. Dans ce cadre, un premier rendez-vous est programmé avec la Direction générale de la santé le 31 mars.

4. Sujets économiques et politiques

Sujets institutionnels

Cabinet de la ministre de la transition écologique

L'UIE a rencontré le 26 février Dorian Fontanilles (adjoint au chef de cabinet) et Rose-Adeline Fakoury (chargée de mission eau).

Différents sujets ont été abordés, notamment le sous-investissement chronique dans le secteur de l'eau, alors que de nouveaux enjeux se présentent devant nous (changement climatique, qualité de l'eau...). Ils sont visiblement bien conscients du problème du financement dans le secteur de l'eau et de son modèle à revoir.

Les membres du cabinet ont posé de nombreuses questions sur le sujet de la réutilisation des eaux usées traitées et les raisons pour lesquelles la pratique ne se développe toujours pas. Il y a visiblement des inquiétudes par rapport aux objectifs qui avaient été annoncés dans le cadre du Plan Eau.

Le point central des discussions a été la transposition de la Directive eaux résiduaires urbaines (DERU2), afin de leur présenter nos inquiétudes sur la gestion des travaux par la Direction de l'eau et de la biodiversité (DEB), mais aussi les enseignements de l'étude du Synteau (dont la nécessité de lever les freins réglementaires au développement de la méthanisation).

Loi de finances pour 2026

Avec la version finale, et le jeu des amendements, le plafond des Agences de l'Eau a été relevé de 135 M€. C'est un montant supérieur aux 50 M€ qui étaient prévus dans le PLF, mais inférieur aux 175 M€ qui devaient permettre d'atteindre l'objectif fixé dans le Plan Eau (prévu en 2025 et déjà reporté une première fois).

Lettre institutionnelle UIE

Le premier numéro de cette lettre a été envoyé par voie numérique à tous les députés et sénateurs. L'objectif est de faire davantage connaître aux parlementaires l'UIE et ses syndicats, ainsi que nos sujets et propositions.

Les parlementaires recevant énormément d'informations, un envoi postal sera fait en parallèle à une sélection de députés et sénateurs investis sur les sujets de l'eau.

Protection des industriels européens

Plusieurs mécanismes entrent en vigueur ou sont en projet au niveau européen.

C'est le cas du mécanisme d'ajustement carbone aux frontières (MACF) qui est pleinement opérationnel depuis le 1^{er} janvier 2026. Celui-ci vise à appliquer un prix du carbone aux importations de certains produits fortement émetteurs (comme les canalisations en fonte) pour les aligner sur le coût carbone payé par les industriels européens.

La Commission européenne a également présenté sa proposition de règlement nommée « Industrial Accelerator Act ». Si le texte ne concerne pas directement le secteur de l'eau, il introduit le principe de préférence européenne pour certains secteurs.

Le texte est cependant complexe et ne semble pas aller assez loin dans la protection de l'industrie européenne (position défendue par la France notamment).

Conférences territoriales pour l'eau

Le sujet a été transmis finalement au Comité national de l'eau qui a lancé 3 groupes de travail pour faire la synthèse des échanges qui se sont tenus dans les bassins. Il est difficile d'imaginer ce qui ressortira concrètement de cette séquence.

Sujets économiques

Impacts de la situation au Proche-Orient

Des impacts très concrets se font déjà ressentir pour les industriels avec la hausse des prix de l'énergie. Il y a également des inquiétudes sur les approvisionnements en matières premières avec des prix qui ont déjà augmenté, et une situation qui pourrait empirer si le conflit s'inscrit dans la durée.

Pour les entreprises qui travaillent au Proche-Orient, les activités dans cette zone sont au point mort. Il y a également des inquiétudes pour les équipes sur place qui peuvent être prises sur cible (usines de dessalement).

Eau potable

Une initiative intéressante est partagée aux administrateurs : le département de la Côte d'Or a reçu un mandat pour être maître d'ouvrage sur un projet d'approvisionnement en eau potable (création d'usines et de réseaux), pour un montant de 100 M€.

C'est la loi de 2025 sur la souveraineté agricole qui permet ce type de montage, même si la compétence reste aux collectivités.

Il s'agit d'une possibilité intéressante pour des territoires ruraux, pour leur permettre de disposer de davantage de moyens afin de mener à bien des projets d'infrastructures.

5. Sujets communication

Carrefour de l'Eau - Rennes

L'édition 2026 a comporté de nombreux temps forts :

- Remise du Prix de l'innovation UIE – eaux non conventionnelles
- Lancement officiel de l'AFREG
- Adhésion du SNECOREP en tant que membre associé
- Conférence Synteau pour présenter les résultats de son étude sur la DERU2
- Focus ITSEP pour présenter le logiciel Dimus
- Participation d'un représentant UIE à une table ronde du forum emploi/formation

Par ailleurs, l'UIE disposait d'un stand de 12 m² avec un nouvel habillage au même emplacement que l'année précédente.

Salon WaterTech

Ce salon, qui se déroule à Paris les 14 et 15 octobre est un bon complément au Carrefour de l'Eau pour certains syndicats de l'UIE puisque le visitorat comporte des maîtres d'ouvrage privés, des acteurs du bâtiment ou encore des industriels.

Un partenariat de visibilité a été proposé à l'UIE, incluant la possibilité de participer, voire d'organiser des conférences, et de disposer d'un stand. Le logo de l'UIE serait par ailleurs mis en avant en tant que partenaire. En contrepartie, l'UIE devrait faire la promotion de l'événement auprès de son réseau, et notamment des adhérents (qui bénéficieraient d'une remise de 30% pour un stand).

Les administrateurs valident le principe de ce partenariat.

Municipales

Le document a bien été diffusé à tous les maires en place, ainsi qu'aux candidats déclarés pour les communes de 50 000 habitants et plus, et aux principaux partis politiques. Cela a engendré

quelques retours positifs, comme celui du parti Horizons qui a indiqué avoir transmis le document à tous ses candidats.

Les propositions UIE ont fait l'objet d'une interview dans Hydroplus et d'un dossier dans l'Eau Magazine.

Avec l'aide de la FNTP et son agence Havas, un communiqué de presse sera diffusé en avril, post-élection, pour essayer d'obtenir des retombées dans la presse nationale et la PQR.

Eau Magazine

Anne DUJARDIN rappelle que l'appel à contribution a été envoyé. Le prochain numéro comprendra notamment les rubriques suivantes :

- Dossier Eau et Industrie
- Dossier spécial DERU2 avec l'étude du Synteau
- Territoire Seine-Normandie

Fichier de diffusion

Pour rappel, il avait été envisagé de faire appel à un prestataire pour disposer d'une base de données de contacts complète et à jour. Entre temps, l'équipe UIE a discuté avec la FNTP sur la possibilité d'avoir accès à leur futur CRM. Cette possibilité est même fortement souhaitée par la FNTP pour tous les syndicats de spécialité et les fédérations régionales.

Intégrer le CRM FNTP permettrait d'avoir accès à un outil puissant, avec une grande base de données de contacts et mise à jour (notamment via le Guide du Pouvoir), sans coût pour l'UIE. Le point d'attention réside dans le travail d'intégration des contacts UIE dans la base de données FNTP.

Les administrateurs sont favorables à cette intégration, sous réserve de bien évaluer ce que représenterait le travail d'intégration des contacts UIE dans le CRM FNTP.

Vidéos métiers

La première vidéo (Romain, chef foreur dans une entreprise du SFEG) est désormais prête et sera diffusée mi-mars. Plusieurs tournages ont été réalisés dans des entreprises du GCEE, du Syprodeau et du SIET et d'autres sont programmées pour le reste des syndicats.

Site UIE – eaux non conventionnelles

La réunion de lancement a été réalisée avec le prestataire, afin de définir les grandes lignes du futur site. Un important travail de contenu doit désormais être mené pour alimenter le prestataire et qu'il puisse définir l'architecture précise du site, ainsi que le parcours utilisateur. L'objectif est de pouvoir présenter l'architecture et quelques visuels lors de l'AG, et d'avoir une mise en ligne en fin d'année.

6. Sujets techniques et réglementaires

Révision de la Directive eaux résiduaires urbaines (DERU)

Concernant les travaux de transposition, les inquiétudes des différentes parties prenantes sont grandes puisque les groupes de travail ne se réunissent plus. La Direction de l'eau et de la biodiversité (DEB) semble avancer seule de son côté sur les projets de texte, et le risque est de ne pouvoir intervenir que sur des textes très avancés sur lesquels il ne sera possible que de faire des remarques à la marge.

Un rendez-vous « filière », réunissant l'UIE, la FP2E, Syntec et la FNCCR, a été obtenu avec Célia de Lavergne, la directrice de la DEB, et aura lieu le 20 avril. Ce sera l'occasion de faire part des inquiétudes de la filière et du souhait de bien être associés à la rédaction des textes.

Concernant l'étude du Synteau, au-delà de la présentation au Carrefour de l'Eau, celle-ci a fait l'objet d'une conférence de presse le 3 février. Etaient présents des journalistes de l'ensemble de presse spécialisée, mais aussi de la presse généraliste (Le Figaro, Ouest France). Une visite presse sur une station d'épuration est désormais en cours d'organisation.

L'étude sert désormais de base de discussion avec les différentes parties prenantes, et notamment les associations de collectivités : France Urbaine, AMORCE, ANEL, FNCCR...

Produits et matériaux en contact avec l'eau potable (MCDE)

France

La publication du décret pour mettre en cohérence la réglementation avec les actes européens a été faite le 13 février. La page du ministère de la santé a été mise à jour avec les modalités transitoires. A noter que lors de la dernière réunion avec la DGS a été présenté un changement notable : les ACS valables au 31/12/2026 ne seront pas automatiquement prolongés jusqu'en 2032, mais devront faire l'objet d'une demande de prolongation auprès des laboratoires, au moins 6 mois avant leur échéance.

A noter également que la DGS anticipe les dispositions transitoires européennes sur le sujet des alliages métalliques, avec l'interdiction prévue de certains alliages dès 2028. Ce délai est incompatible avec les contraintes des industriels concernés.

Les administrateurs demandent à ce qu'une note d'information soit envoyée rapidement aux adhérents.

Europe

Notre association EDW continue d'être active auprès de la Commission européenne et lui a soumis plusieurs notes de position avec des propositions.

Le guide d'application de la réglementation, à destination des industriels, sera bientôt finalisé et diffusé. Par ailleurs, l'EDW va organiser avec Eureau (association européenne des exploitants) un symposium à Bruxelles en juin afin de réunir des représentants des industriels, de la Commission européenne, etc...

Tour d'horizon des sujets des syndicats

Hajar El Rhazouani présente, pour information, les principaux sujets du moment des syndicats adhérents.

GCEE

Au-delà du sujet MCDE, le syndicat avance sur son projet de logiciel pour aider les maîtres d'ouvrage dans la gestion patrimoniale de leurs ouvrages. La commission béton travaille elle sur la problématique de lixiviation sur les usines. La commission CRAMIF continue de travailler sur le guide.

IFEP

Les travaux portent notamment sur la refonte d'une plaquette « eau de pluie » à destination des installateurs, dans le cadre de l'ASTEE.

ITEA

Les principaux sujets sont les nouvelles règles MCDE et la révision des directives encadrant les marchés publics afin de davantage protéger les industriels européens.

ITSEP

Le syndicat est toujours très mobilisé pour faire aboutir le logiciel de dimensionnement Dimus.

SIET

Les travaux portent sur la réalisation de plusieurs guides, désormais bien avancés ou en cours de finalisation : bonnes pratiques pour la gestion de l'eau dans les piscines publiques, réutilisation des eaux usées traitées.

Synteau

Au-delà du sujet DERU, le syndicat suit les évolutions réglementaires concernant le retour au sol des boues (projet de décret socle commun), le sujet des PFAs dans l'eau et les boues, et travaille sur un guide sur les aspects prévention dans la conception des stations d'épuration.

Syprodeau

Le syndicat se préoccupe de la gestion des emballages et bidons en fin de vie (mise en place REP emballages professionnels), les nouvelles règles pour la certification certibiocides ou les nouvelles règles concernant les CEE (certificats d'économie d'énergie).

7. Divers

Réunions 2026

L'Assemblée générale se déroulera donc à Valence le 3 juillet matin. La réunion sera précédée de la visite de la station d'épuration le 2 après-midi et d'un dîner le 2 au soir.

Le Synteau tiendra son Assemblée générale le 2 juillet matin, à Valence également.

Le prochain Conseil d'administration se tiendra le mercredi 16 septembre matin.